

Mouvements de population et besoins humanitaires au Nord et au Sud-Kivu

Brief 6

28 avril 2025 | République Démocratique du Congo

MESSAGES CLÉS

- Sur plus de 7,8 millions de personnes déplacées internes (PDI) en République Démocratique du Congo (RDC), seules 6 %, soit environ 508 451 PDI sont encadrées par le système de coordination et de gestion des camps (CCCM).
- D'après les données rapportées par les informateurs clés interrogés, dans 90 % des localités évaluées du territoire d'Uvira (Sud-Kivu), les personnes déplacées et retournées ne disposent pas de couvertures et de supports de couchage.
- Au Nord-Kivu (territoire de Nyiragongo), des PDI ont été signalées dans 90 % des localités évaluées, tandis qu'au Sud-Kivu (territoire d'Uvira), cette présence a été rapportée dans 96 % des localités, selon les informateurs clés (IC).

 Au 30 mars 2025, 183 945 PDI étaient recensées dans les 96 sites spontanés gérés par le CCCM au Nord-Kivu. Le territoire de Masisi regroupait à lui seul le plus grand nombre de déplacés de la province. Dans le territoire de Nyiragongo, les IC ont signalé la présence de PDI dans **90% des localités évaluées** (carte à droite), dont la majorité résidait au sein **de familles d'accueil**.

Au Sud-Kivu, les **39 sites** placés sous la gestion du CCCM comptaient 31147 PDI au 30 mars 2025, dont la quasi-totalité vivait dans **des centres collectifs**. Le territoire d'Idjwi est celui qui accueille le plus grand nombre de PDI dans la province. Dans les territoires d'Uvira et d'Idjwi, les IC ont rapporté la présence de déplacés dans presque toutes les localités évaluées. À Uvira, les principaux mouvements observés étaient internes aux zones de santé des Hauts-Plateaux et de Ruzizi, ainsi que des Hauts-Plateaux vers la ville d'Uvira (carte à droite). En revanche, à Idjwi, les déplacements les plus fréquents provenaient des zones de santé de Kalehe et Minova vers le territoire d'Idjwi. Dans ces deux territoires du Sud-Kivu, la majorité des déplacés vivaient chez **des familles d'accueil**, et **l'amélioration de la sécurité dans les localités d'accueil** était le principal motif avancé pour expliquer ces déplacements.

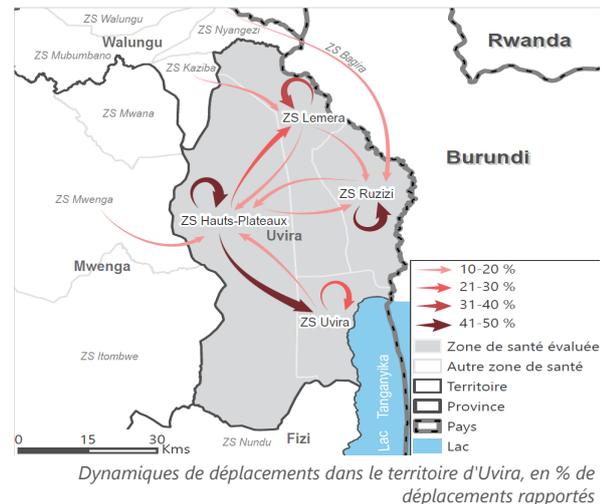
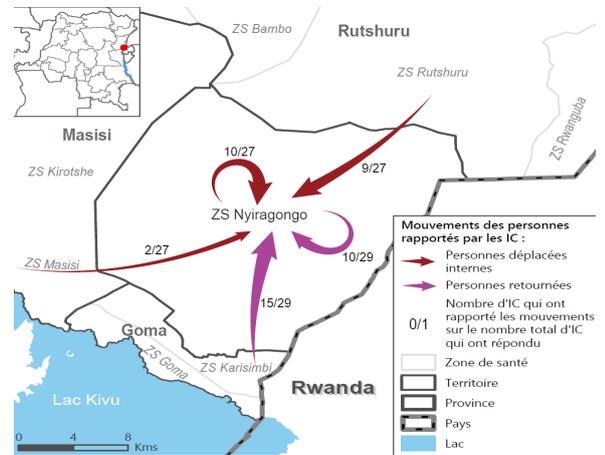
Par ailleurs, le conflit à l'Est de la RDC a contraint plus de 100 000 ressortissants congolais à chercher refuge dans les pays voisins entre janvier et fin mars 2025, notamment au Burundi, au Rwanda, en Zambie, en Ouganda et en Tanzanie. S'agissant de l'Ouganda, la majorité des réfugiés congolais accueillis entre janvier et mars 2025 étaient originaires des territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi, dans la province du Nord-Kivu. Durant cette même période, le pays a enregistré une augmentation de 480 % des arrivées en provenance de la RDC par rapport au premier trimestre de 2024.

87

cas confirmés de Mpox enregistrés au Nord-Kivu à la semaine épidémiologique 13 ([OMS, 16/04/2025](#))

+ de 100 000

ressortissants congolais ont été contraints de se réfugier dans les pays limitrophes tels que le Burundi, le Rwanda, la Zambie, l'Ouganda et la Tanzanie ([HCR, 17/04/2025](#))





Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, les dynamiques de déplacement interne et de retour [se produisent simultanément](#). Dans les territoires de [Nyiragongo](#) et [d'Uvira](#), des retours ont été enregistrés respectivement dans **97 % et 75 % des localités évaluées**. Selon la majorité des informateurs clés, **l'amélioration des conditions de sécurité dans les localités d'origine ou, à l'inverse, leur détérioration dans les localités de départ** sont les principales raisons justifiant ces retours. Par ailleurs, dans ces deux territoires, la quasi-totalité des personnes retournées **résidaient dans leur propre habitation** selon les informateurs clés interrogés.

Des retours de grande ampleur ont également été observés dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru, où le [HCR](#) a renforcé son appui en faveur des personnes déplacées internes regagnant leur zone d'origine. Entre février et mars 2025, ces deux territoires ont accueilli environ **41 000 et 200 000 retournés** respectivement.

Besoins prioritaires



Outre [la sécurité alimentaire](#), identifiée de manière constante comme le besoin le plus pressant des populations déplacées, les évaluations menées par REACH dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu notamment les plus récentes dans les territoires de [Nyiragongo](#), [d'Uvira](#) et [d'Idjwi](#) mettent en évidence l'ampleur des difficultés rencontrées. Dans l'ensemble des localités évaluées, les IC ont systématiquement souligné **un besoin urgent en nourriture**. Face à cette insécurité alimentaire, les ménages adoptent **des stratégies d'adaptation négatives**, telles que **l'emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'amis ou de membres de la famille, la réduction du nombre de repas quotidiens, ou encore la vente de biens domestiques pour subvenir aux besoins de base**. Cette situation est aggravée par une augmentation généralisée des prix des produits de première nécessité, comme l'ont révélé [les récentes évaluations de marchés menées par REACH](#) dans les marchés de Lubero, Beni, Kindu, Goma et Nyiragongo. Les commerçants interrogés expliquent cette flambée des prix par des difficultés d'approvisionnement, elles-mêmes liées à plusieurs facteurs : la hausse des tarifs imposés par les fournisseurs, la dégradation des infrastructures routières et l'instabilité du taux de change, qui perturbe les chaînes d'approvisionnement locales et rend les produits de base de plus en plus inaccessibles pour les populations vulnérables.



La santé représente le deuxième besoin prioritaire identifié par les populations déplacées et retournées. Le conflit en cours a provoqué [la destruction de nombreuses structures de santé](#), entraînant la fuite de patients atteints de maladies épidémiques telles que le choléra, la rougeole ou le Mpox, des pathologies déjà présentes dans les provinces affectées avant l'intensification des violences. Cette dispersion des cas a contribué à la propagation des épidémies, entraînant [une hausse notable du nombre de cas signalés](#). À cette dégradation de l'offre de soins s'ajoute **une barrière économique importante** : à [Nyiragongo](#) et [Uvira](#), les informateurs clés ont fréquemment mentionné **le coût élevé des soins** comme l'un des principaux obstacles entravant l'accès des populations vulnérables aux services de santé. Par ailleurs, dans la zone de santé de Binza (Nord-Kivu), suite à la découverte de 55 cadavres d'animaux [testés positifs au bacillus anthracis \(anthrax\)](#), cinq cas humains suspects ont été notifiés, dont un décès confirmé à ce stade.



Au-delà des besoins prioritaires en alimentation et en santé, les populations déplacées et retournées sont également confrontées à [un besoin urgent en matière d'abris sûrs et dignes](#). Le conflit a provoqué le démantèlement massif de sites de déplacés : au 30 mars 2025, [122 sites et centres collectifs avaient été fermés au Nord-Kivu, contre 43 au Sud-Kivu](#). Cette situation a mené de nombreuses familles à retourner dans leurs villages d'origine ou à se déplacer vers des zones perçues comme plus sûres. Les évaluations menées par REACH à [Nyiragongo](#), [Uvira](#) et [Idjwi](#) ont mis en évidence une absence de couvertures et de supports de couchage pour les PDI et retournées dans la quasi-totalité des localités évaluées, selon les informateurs clés interrogés. Le [HCR](#) a également souligné l'importance **des besoins en abris**, en particulier pour les personnes retournées, qui retrouvent souvent leurs habitations détruites ou leurs terres occupées à leur retour.



Enfin, l'accès aux moyens financiers ressort comme un besoin important exprimé dans plusieurs zones évaluées. Selon les données recueillies par REACH, les informateurs clés ont signalé ce besoin dans [43 % des localités du territoire du Lubero](#) et dans [19 % des localités évaluées à Uvira](#).

Retrouvez l'intégralité des produits d'information REACH sur la RDC: [Centre de Ressources](#)
Suivez les publications de REACH sur la crise actuelle: [DRC Emergency Thread](#)

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).